



Communiqué de presse

Le 16/12/2025

Précarité alimentaire : la recherche-action Passerelle Plus à Montreuil confirme l'efficacité du transfert monétaire non fléché accompagné



© ACF

Les premières conclusions du projet Passerelle Plus, mené depuis 2024 à Montreuil, en Seine-Saint-Denis, auprès de 342 ménages participants (soit 1 274 personnes) sont éloquentes. Elles démontrent qu'une aide financière libre d'utilisation et accompagnée (avec un suivi social et un atelier sur l'alimentation) réduit significativement l'insécurité alimentaire et améliore le bien-être des personnes en situation de précarité.

Action contre la Faim, INRAE et la Fondation de l'Armée du Salut, qui ont déployé cette recherche-action ambitieuse, en présentent la synthèse lundi 15 décembre au Théâtre Public de Montreuil de 14h à 17h.

Passerelle Plus en quelques mots

Cette recherche-action a évalué l'impact d'une aide financière créditée sur une carte, associée à un accompagnement social personnalisé et à un atelier sur l'alimentation durable.

Ce projet inédit a été mené par Action contre la Faim, la Fondation de l'Armée du Salut et INRAE. Il n'aurait pas été possible sans l'implication de nombreux partenaires locaux et la ville de Montreuil.

Pourquoi ce dispositif ?

D'un côté, la précarité alimentaire touche en France aujourd'hui 16% de la population ([Credoc – juillet 2025](#)). Face à cette réalité, la distribution de denrées alimentaires est confrontée à des limites structurelles telles que la stigmatisation, le non-recours massif aux dispositifs d'aide (la moitié des personnes en insécurité alimentaire n'y recourent pas), un choix en alimentation limité et une adaptation relative à leurs besoins individuels.

De l'autre, à l'international, les recherches sur les transferts monétaires ont mis en évidence leur impact positif dans la lutte contre la pauvreté, sur une meilleure intégration économique locale et un rapport coûts-bénéfices plus avantageux. Mais cette pratique se heurte en France à la crainte d'un « mésusage » des aides.

Faisant suite à la 1^{ère} étape de l'expérimentation Passerelle ⁽¹⁾ en 2022, Passerelle Plus consiste en **une démarche, unique à ce jour en France, de mesurer l'impact sur l'insécurité alimentaire d'une aide financière libre (via une carte créditée) associée à un accompagnement social et un atelier sur l'alimentation**. Passerelle Plus expérimente et évalue une approche axée sur la confiance, l'ancrage local et l'accompagnement global.

Une expérimentation innovante avec un transfert monétaire non fléché et accompagné

Passerelle Plus propose une approche innovante de lutte contre la précarité alimentaire **en combinant une aide financière non fléchée avec un accompagnement personnalisé**.

Le dispositif repose sur **le versement de 60 euros par mois et par personne du ménage pendant quatre mois**, directement chargés sur une carte de paiement. Cette carte offre une totale liberté d'utilisation : elle pouvait être employée dans tous les commerces, sans restriction de produits ou d'enseignes, et permettait également le retrait d'espèces. Ce choix du transfert monétaire "non fléché" reconnaissait l'autonomie des participant.es et leur capacité à identifier leurs besoins prioritaires.

En plus du soutien financier proposé, Passerelle Plus s'appuyait sur **deux piliers d'accompagnement essentiels proposés sur la base du volontariat**. D'un côté **un (ou plusieurs) rendez-vous avec un(e) travailleur(se) social(e)** permettant aux participant.es d'être soutenu.es dans leurs démarches administratives (logement, santé, accès aux droits) et orientés vers les structures locales adaptées à leur situation. De l'autre, **un atelier**

collectif sur l'alimentation durable, animé par un(e) diététicien(e), favorisant les échanges autour des enjeux de santé, de budget et d'environnement liés à l'alimentation.



Lors d'une permanence en février 2025 © ACF

342 foyers participants soit 1 274 bénéficiaires

342 ménages en grande vulnérabilité ont pris part à Passerelle Plus. Ils ont été orientés vers l'expérimentation par 21 structures locales de Montreuil, principalement des centres sociaux et des associations de quartier ⁽²⁾. Ce repérage par des acteurs de proximité, basé sur 30 "signaux de vulnérabilité" et non sur des justificatifs administratifs, s'est révélé efficace pour les atteindre.

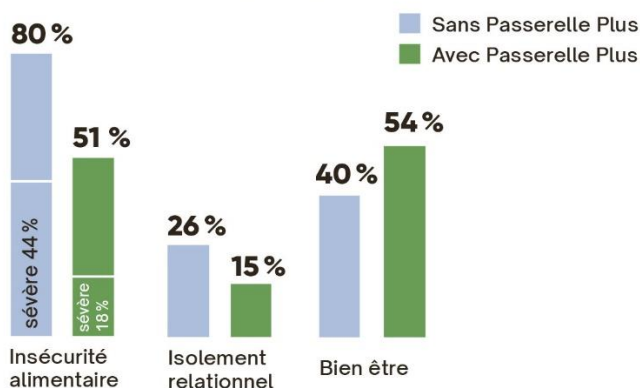
Cette population compte 38% de familles monoparentales et 37% de couples avec enfants, 42% des ménages ayant 3 enfants ou plus, ainsi que 19% de personnes seules. Les personnes interrogées au cours des enquêtes sont très majoritairement des femmes (82%), locataires (84%), soit en emploi (28%), en recherche d'emploi (22%), au foyer (18%) à la retraite (15%), ou en invalidité (12%).

La situation des ménages s'est révélée difficile, avec 92% d'entre eux sous le seuil de pauvreté, 86% en privation matérielle et sociale, 82% en insécurité alimentaire dont 45% sévère, et 51% comptant au moins une personne en maladie chronique dans le foyer. Et pourtant, malgré ces besoins criants, ce public demeure **largement en situation de non-recours aux dispositifs d'aide** : 68% se déclarent sans suivi social ni recours à l'aide alimentaire, 76% n'ont pas de référent au Service social départemental, et 29% ont renoncé à un examen ou traitement médical au cours des 12 derniers mois.

Trois grands impacts et de multiples bénéfices

En comparant une série d'indicateurs lors de 3 temps d'enquête entre 2 groupes de ménages (un groupe qui a reçu Passerelle Plus, et un groupe « témoin » qui le reçoit après la période d'évaluation), et en croisant cette approche avec des entretiens qualitatifs auprès des personnes et des acteurs, la recherche action démontre **trois grands impacts positifs de Passerelle Plus**, à la fois sur l'insécurité alimentaire, le bien-être et le lien social.

Situation des ménages après 3 mois



Un impact sur l'alimentation avec une réduction majeure de l'insécurité alimentaire

En effet, après 3 mois d'accès au dispositif, les ménages participant présentent près de 2 fois moins de risque d'insécurité alimentaire que le groupe témoin (51% contre 80%), avec **une division par deux de l'insécurité alimentaire sévère**. En pratique, 89% des ménages ont déclaré avoir modifié leurs dépenses alimentaires, dont 73% en achetant en plus grande quantité et 24% en privilégiant la qualité, permettant une amélioration légère mais significative de la diversité alimentaire (+0,5 point) et une réduction des stratégies de privation.

Sur l'utilisation de la carte, 46% des sommes versées ont été retirées sous forme d'espèce et 39% directement dépensées dans des enseignes alimentaires. 86% des ménages ont effectué au moins un retrait d'espèces, facilitant les achats sur les marchés et dans les petits commerces ainsi que le suivi du budget.

Un impact sur le bien-être : avec une amélioration significative de la santé mentale

Après 3 mois, les participants affichent un niveau de bien-être mental significativement supérieur, avec 54% présentant un bien-être 'moyen à élevé' contre 40% dans le groupe témoin, alors qu'au démarrage seuls 36% atteignaient ce niveau. Cette amélioration s'explique par le soulagement psychologique lié au relâchement des privations, la restauration de la dignité grâce aux achats non alimentaires essentiels (vêtements neufs, produits d'hygiène, sorties familiales), et la capacité retrouvée à répondre aux besoins des enfants. Le dispositif a également permis le remboursement de dettes envers les proches, contribuant à réduire la charge mentale quotidienne, avec un taux de satisfaction global de 97% pour la carte.

Un impact sur le lien social : avec un lien renforcé associé à une lutte contre l'isolement

L'expérimentation a généré une réduction significative de l'isolement relationnel et du sentiment de solitude après 3 mois, grâce à deux leviers complémentaires. D'une part celui des **ateliers collectifs** avec un.e diététicien.ne, auxquels ont participé 55% des ménages, avec un taux de satisfaction de 87% et qui ont créé des espaces d'échange tout en valorisant les savoirs culturels des participants. D'autre part, **l'accompagnement social personnalisé, sollicité par 62% des participants**, a donné lieu à **402 entretiens**. Les travailleuses sociales ont orienté les personnes vers plus de 60 structures locales et ont instruit 170 démarches très diverses. Cette approche s'est appuyée sur des files actives réduites ⁽³⁾ et un travail important d'aller vers, garantissant une posture d'écoute et de disponibilité appréciée, avec 87% de satisfaction pour l'accompagnement social.

Une efficacité démontrée, mais limitée si elle n'est pas prolongée

Au-delà d'une analyse coût-efficacité encourageante, Passerelle Plus met en **avant cinq recommandations prioritaires formulées par les participants à l'étude** (via une trentaine de ménages réunis le 12 juin dernier pour une consultation-bilan) : prolonger le transfert monétaire à six mois minimum, multiplier les temps collectifs et ateliers, proposer un accompagnement social dès le début et jusqu'à un an, améliorer la circulation de l'information sur les droits et ressources locales, et étendre le repérage à d'autres structures telles que des écoles pour identifier les publics vulnérables.

Les porteurs du projet apportent des éléments tangibles aux pouvoirs publics pour déployer ce type de dispositif à plus grande échelle en s'appuyant sur la confiance et l'ancrage local tout en l'associant à une évaluation systématique de l'impact des dispositifs sociaux et de l'aide alimentaire, et en s'assurant du déploiement des moyens nécessaires. Ces données s'inscrivent dans les travaux sur le droit à l'alimentation et son appropriation par les politiques publiques.

Pour Action contre la Faim, la Fondation et de l'Armée du Salut et INRAE, **Passerelle Plus démontre qu'il est possible d'agir autrement face à la précarité, en faisant confiance aux acteurs locaux et aux personnes elles-mêmes pour gérer au mieux leurs budgets contraints.**

Outre l'engagement d'Action contre la Faim, de la Fondation de l'Armée du Salut et des chercheur.es d'INRAE et de l'IRD au sein de l'unité de recherche MoISA, la recherche-action Passerelle Plus a nécessité l'implication de nombreux partenaires : ActAP, la Ville et le CCAS de Montreuil ainsi que le Service Social Département. Le projet a bénéficié du soutien financier d'acteurs de la recherche (INCa et IRESP), de la Caisse Nationale des Allocations familiales (CNAF), du Programme National pour l'Alimentation (PNA) et de soutiens privés tels que la Fondation Carasso et la Fondation Solidarités Urbaines.

Pour Action contre la Faim, la Fondation de l'Armée du Salut, INRAE et la Ville de Montreuil

Pour **Hélène Quéau, Directrice de la Mission France pour Action contre la Faim** : *« Si le premier volet de Passerelle avait montré la pertinence des transferts monétaires couplés à une orientation sociale, avec Passerelle Plus, nous sommes allés encore plus loin en ajoutant une dimension plus collective et en renforçant la robustesse des données. Les résultats sont sans appel : l'insécurité alimentaire sévère a été divisée par deux après 3 mois alors que le transfert monétaire n'était pas restreint à l'alimentation. Cette recherche démontre qu'un dispositif basé sur la confiance et la dignité peut transformer positivement la vie des personnes. »*

Pour **Emmanuel Ollivier, Directeur des dispositifs Mouzaïk de la Fondation de l'Armée du Salut** : *« L'accompagnement social que nous avons mis en place dans une démarche d'aller-vers s'est avéré essentiel. Il était mené auprès de nombreux foyers en situation de non-recours aux droits, de 'décrochage' de suivi social ou encore de dépendance financière vis-à-vis du conjoint. Ce travail social a permis de nouer un rapport de proximité. Il a aussi apporté de la réactivité dans le traitement des sollicitations tout en facilitant les "passages de relais" vers des acteurs de terrain. »*

Et pour Marlène Perignon, ingénieure de recherche en nutrition et santé publique à INRAE : « Grâce à l'évaluation menée dans le cadre de Passerelle Plus, nous avons démontré scientifiquement qu'un transfert monétaire accompagné, même s'il n'est pas ciblé sur l'alimentation, réduit fortement le risque d'insécurité alimentaire après 3 mois. On démontre également une amélioration du bien-être, du lien social et une augmentation des dépenses en fruits et légumes. Les retours des participants sur l'atelier ont montré leur intérêt pour un espace d'échanges sur leurs savoirs respectifs avec des personnes connaissant les mêmes difficultés. Les résultats de ce projet apportent les preuves de l'efficacité de Passerelle Plus et peuvent alimenter les réflexions sur les programmes et politiques de réduction des inégalités sociales liées à l'alimentation. »

Et pour Florian Vigneron, adjoint au Maire délégué aux Affaires Sociale et aux Solidarités à la Ville de Montreuil et Vice-Président du CCAS

“Depuis 2020, la Ville de Montreuil et son Centre Communal d'Action Sociale sont engagés dans une stratégie alimentaire territoriale avec un axe fort autour de la justice sociale et la démocratie alimentaire. Passerelle Plus illustre la force d'une approche qui se base sur le réseau associatif et institutionnel local, et la coopération entre acteurs. Ce dispositif a permis de toucher des publics qui sont parfois éloignés des institutions et que nous devons accompagner. Les résultats prouvent qu'il est possible d'agir autrement, et nous appelons également à un déploiement à plus grande échelle de Passerelle Plus.”

(1) Pour en savoir plus sur le projet pilote initial Passerelle mené en 2022 : [ses résultats ici](#)

Un projet financé par Institut National contre le Cancer (INCA), Institut pour la Recherche en Santé Publique (IRES-P), Fondation des solidarités urbaines, Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF), Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, Fondation de France et Action contre la Faim.

(2) : Les structures orienteuses : les centres sociaux Lounès Matoub, Hoche, Esperanto, Grand Air, SFM ; les associations Emmaüs alternative, Secours Populaire, Restos du Cœur, Récoltes urbaines, Lézarts dans les murs, Groupe Ramenas, Femmes des Morillons, LEA, ECD, ASA, Solienka, Epicerie Aurore ; avec les institutionnels Est Ensemble Habitat, ALI, CCAS Montreuil et SSD.

(3) : 60 personnes par coordinatrice contre 150-180 pour le service social départemental.

CONTACTS PRESSE :

Action contre la Faim – Lisa Veran - lveran@actioncontrelafaim.org - 07.89.31.55.58

Fondation de l'Armée du Salut - Chrystel Libert - RP - chrystel.libert@armeedusalut.fr - 06 23 19 33 01

INRAE - Service Médias et opinion INRAE - presse@inrae.fr - 01 42 75 91 86

Visuels et livret de synthèse à disposition sur le site de Passerelle Plus : [PASSERELLE Plus](#)

A propos d'Action contre la Faim

Action contre la Faim (ACF) est une organisation non-gouvernementale de solidarité internationale reconnue d'utilité publique. ACF est engagée en France depuis fin 2019 avec pour objectif d'assurer l'effectivité du droit à l'alimentation afin que tout le monde puisse accéder dignement à une alimentation suffisante, saine et durable. Pour ce faire, ACF en France agit dans une dynamique d'appui et de complémentarité avec les acteurs de la lutte contre l'exclusion, la pauvreté et les inégalités sociales déjà présents sur le territoire pour mettre en lumière les enjeux liés à l'alimentation et influencer les politiques publiques.

[Notre intervention en France - Action contre la Faim.](#)

A propos de la Fondation de l'Armée du Salut

En France, l'Armée du Salut est engagée depuis plus de 140 ans dans la lutte contre toutes les exclusions et pour l'intégration de tous dans la société. A travers plus de 200 établissements et services, sa Fondation lutte contre l'exclusion sociale, l'exclusion liée au handicap ou au grand âge et pour l'intégration des plus jeunes dans la société, grâce à l'action de 3 000 salariés et d'un vivier de 9 000 bénévoles.

Plus d'information sur www.armeedusalut.fr - [Linkedin](#) - [Instagram](#) - [Facebook](#)

A propos d'INRAE

INRAE, l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, est un acteur majeur de la recherche et de l'innovation. L'institut rassemble une communauté de plus de 10 000 personnes, dont 8000 personnels permanents et plus de 2500 contractuels financés sur projet chaque année, avec plus de 270 unités de recherche, de service et d'expérimentation implantées dans 18 centres sur toute la France.

Institut de recherche finalisée, il se positionne parmi les tout premiers organismes de recherche au monde en sciences agricoles et alimentaires, en sciences du végétal et de l'animal, et en écologie-environnement. Il est le premier organisme de recherche mondial spécialisé sur l'ensemble « agriculture-alimentation-environnement ». INRAE a pour ambition d'être un acteur clé des transitions nécessaires pour répondre aux grands enjeux mondiaux.

Face à l'augmentation de la population et au défi de la sécurité alimentaire, au dérèglement climatique, à la raréfaction des ressources et au déclin de la biodiversité, l'institut joue un rôle majeur pour construire des solutions durables avec ses partenaires de la recherche et du développement et ainsi aider les agriculteurs et tous les acteurs des secteurs alimentaires et forestiers à réussir ces transitions.

Plus d'information sur www.inrae.fr